

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 2001



Direction des Statistiques Économiques • Unité des Comptes Nationaux, IHSI

Baisse marquée des activités économiques

Sous l'effet conjugué de la suspension de l'assistance externe, des répercussions du ralentissement de l'économie américaine et de l'incapacité de l'économie à se doter de mécanismes efficaces susceptibles de générer une croissance soutenue et durable, l'économie haïtienne n'a pas pu maintenir en 2001 sa faible croissance (0.9%) de l'année 2000. Le ralentissement des activités amorcé depuis 1996/97 s'est accentué en 2001 avec la chute de 1.1% en volume, du Produit Intérieur Brut (PIB). Cette mauvaise performance se traduit dans le comportement mitigé des principaux secteurs d'activités qui ont, dans l'ensemble, affiché des taux de croissance faibles ou négatifs de l'ordre de 0.6%, -0.7% et 0.2% respectivement au niveau des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Les résultats relativement satisfaisants obtenus au niveau de la valeur ajoutée de certaines branches telles que les Transports et Communications (2.1%), le Commerce (0.7%) et la Construction (0.6%) n'ont pas pu compenser les contreperformances des autres secteurs notamment, les Industries Manufacturières (0.1%), l'Électricité et Eau (-27.1%) et les Services Non Marchands (-2.5%) qui ont fortement influencé la tendance de l'ensemble de l'économie.

Le contexte socio-politique sous-jacent n'est pas non plus sans répercussions sur le niveau de l'investissement global. La limitation des investissements privés résultant de l'incertitude générée par la crise politique et la chute des dépenses publiques d'investissement, consécutive au gel de l'aide externe, ont concouru à une contraction, en volume, de 1.9% des investissements.

Comparée avec l'année fiscale précédente, la valeur totale des échanges de biens et services avec l'extérieur a diminué de plus de 5%, passant de 1.74 milliards de dollars EU à 1.65 en 2001⁽¹⁾. En outre, la rareté de devises provoquée par la diminution des exportations, la suspension de la quasi totalité de l'aide externe et la nervosité du marché des changes ont conduit à une dépréciation de la gourde qui a atteint, en moyenne, 23.8 gourdes pour un dollar contre 19.6 en 2000, soit une hausse de 21%. Le déficit fiscal de son côté qui représentait 2% du PIB en 2000 est passé à 2.3%.

Analyse sectorielle du Produit Intérieur Brut

Faible croissance de la branche agricole

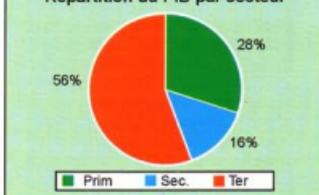
La hausse de 0.6% enregistrée par la branche **agriculture, sylviculture, élevage et pêche**, en dépit de son importance (23%) dans la formation du PIB, est trop faible pour inverser la tendance à la baisse qui s'est dessinée sur l'ensemble de l'économie.

Malgré les problèmes structurels et conjoncturels qui amenuisent depuis quelque temps le rendement des superficies cultivées, une légère augmentation a été notée

cette année au niveau de la production agricole. Cette amélioration est le résultat combiné de la lutte antiparasitaire menée par le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et des meilleures conditions climatiques enregistrées en 2001. En effet, dans le cadre de la lutte contre le charançon, insecte qui attaque certaines cultures

vivrières comme la patate et l'igname, une coopération avec la République Dominicaine a été établie et les résultats sont jugés intéressants par les responsables du MARNDR. D'autres efforts ont été consentis pour enrayer ou tout au moins réduire l'impact de certains fléaux qui affectent les plantations de certaines denrées. Par exemple, pour lutter contre la paille noire et le sigatokanoire, maladies qui affectent respectivement le riz et la banane, d'autres variétés plus résistantes contre lesquelles ces maladies n'exercent aucune influence ont été introduites. Il convient néanmoins de noter le ravage effectué par l'insecte scolyte sur la culture caféière. Dans certaines régions du pays, notamment dans le sud-est, les cultivateurs parlent de perte de récoltes de l'ordre de 40 à 50%.

Répartition du PIB par secteur



(1) Données fournies par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et l'Administration Générale des Douanes (AGD).

De meilleures conditions climatiques ont aussi joué en faveur de l'agriculture cette année. En effet, la pluviométrie a cru de 32% après les six premiers mois de l'exercice fiscal 2001, contre une chute de 29% au cours de la même période de l'année dernière qui avait connu une rude sécheresse.

Les industries extractives, qui constituent avec la branche agriculture, sylvikulture, élevage et pêche, les deux composantes du secteur primaire, ont fait quasiment du surplace avec une légère hausse de 0,3% de leur valeur ajoutée. L'évolution de ces activités, composées en grande partie de l'extraction de sables et de graviers, dépend essentiellement du comportement de la branche Construction. La stagnation observée au niveau des activités d'extraction reflète donc le ralentissement de la Construction qui, depuis quelques temps, montre des signes d'essoufflement.

Un secteur industriel en difficulté

Le secteur industriel fait face depuis quelque temps à de sérieuses difficultés qui l'empêchent de trouver la bouffée d'oxygène nécessaire à la relance de ses activités. La hausse des coûts des intrants, les contraintes structurelles de toutes sortes, les problèmes de compétitivité, l'insécurité, etc sont autant d'obstacles qui handicapent le fonctionnement harmonieux de ce secteur.

Globalement, la valeur ajoutée des Industries Manufacturières s'est quasiment stagnée cette année avec une légère hausse de 0,1%. Cette faible per-

formance est imputable en grande partie à la régression enregistrée dans les industries d'assemblage. En effet, ces dernières qui avaient retrouvé, de 1995 à 1999, un certain regain de dynamisme affichent depuis l'année dernière un net ralentissement. Cette tendance se confirme avec la baisse de 3,8% enregistrée au niveau des exportations de ces industries qui sont passées de 261 millions de dollars (EU) en 2000 à 251 millions en 2001. Cette chute des exportations est compatible avec la baisse de 1,7% enregistrée cette année par la valeur ajoutée de la branche textile, habillement et cuir, l'une des principales composantes des industries d'assemblage. Cette situation s'explique essentiellement par la baisse de la demande en provenance des Etats-Unis d'Amérique, principal partenaire du pays dans le domaine de la Sous-Traitance.

La légère progression observée cette année au niveau du secteur manufacturier résulte essentiellement des résultats obtenus par la branche alimentations, boissons et tabac. La valeur ajoutée de ces Industries qui avait accusé une diminution de 2,9% en 2000, a, au cours de cette année, enregistré un accroissement de 0,6%. Classées en première position à l'échelle des Industries Manufacturières avec une contribution d'environ 40% de la valeur ajoutée, les Industries Alimentaires, Boissons et Tabac ont influencé grandement l'évolution positive du secteur.

Evolution contrastée des services de base

La valeur ajoutée des services de base tels que la branche électricité et eau a chuté de 27,3% en 2001.

La production d'énergie électrique a en fait, accusé une chute de 30,7%, passant de 635 millions de KW/H en 2000 à 440 millions en 2001. Ce résultat est surtout imputable à la diminution drastique de 50% de la production thermique qui est passée de 393 millions de KW/H en 2000 à 197 millions en 2001. Les problèmes de gestion et les difficultés financières que confronte l'Electricité d'Haïti ne lui ont pas permis

de se pourvoir régulièrement en carburant et autres matériels susceptibles d'assurer le bon fonctionnement des Centrales thermiques. Par contre, la bonne saison pluvieuse enregistrée en 2001, a favorisé une augmentation de 0,4% de la production hydroélectrique⁽²⁾

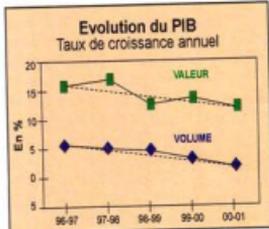
De son côté, la Centrale Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) a su profiter de l'augmentation de la pluviométrie pour augmenter sa production en eau potable. En effet, comparativement à l'année 2000, la production en mètre cube (m³) d'eau provenant des sources et des forages a progressé de 15% passant de 41,1 à 47,2 millions.⁽³⁾ Toutefois, il faut signaler que le tarissement et la baisse continue du débit de certaines sources (Millet, Tête de l'eau, etc...), la dégradation de l'environnement, le dysfonctionnement de certaines pompes et les problèmes financiers, etc sont autant de facteurs qui limitent la capacité de production de la CAMEP.

Décélération continue de la construction

Le ralentissement des activités observé depuis quelque temps au niveau de la branche bâtiments et travaux publics (BTP) s'est accentué au cours de l'exercice fiscal 2001. La valeur ajoutée de cette branche a cru de seulement 0,6% en 2001, contre une hausse de 5,6% l'année précédente. Ce ralentissement des activités de la Construction est compatible avec la diminution des grands travaux d'infrastructure, la réduction du nombre de salariés affectés dans la construction (4,1%), la quasi-stagnation des activités d'extraction et le renchérissement du prix de la plupart des matériaux de construction principalement du ciment (10%), du fer (12%) et du bloc (13%).

Performance mitigée des services marchands

Les services marchands ont été de loin plus performants l'année dernière.



(2) Données fournies par l'ED'H.

(3) Données fournies par la CAMEP.

Les restaurants et hôtels et les autres services marchands ont chuté respectivement de 2.3% et 2.8%. La meilleure performance (2.1%), quoique en net recul par rapport à l'année précédente (12.4%), a été réalisée par la branche transports et communications. Les deux composantes sont à l'origine de cette hausse.

Les Transports ont su bénéficier de nouveaux investissements effectués par le secteur coopératif qui a fait du Transport l'un des secteurs privilégiés d'investissement. Au niveau des Communications, en plus des travaux entrepris par la TELECO en vue de la modernisation de son système, on notera l'accélération continue de la demande de la clientèle en matière de téléphonie cellulaire. Cet engouement a incité les agents économiques à effectuer de nouveaux investissements dans ce domaine.

En ce qui a trait aux **Autres Services Marchands** il convient de mentionner la prépondérance de l'**intermédiation financière**. En modernisant son système de transaction et en renforçant sa politique de proximité le système bancaire demeure depuis quelque temps l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie. Toutefois, la situation d'incertitude économique qu'a connue l'année 2001 n'est pas sans incidence sur la performance de ces institutions dont la valeur ajoutée n'a cru que de 1.1% en 2001, contre une hausse de 5.1% en 2000. Cette faible performance se confirme par la chute de 10% enregistrée au niveau du bénéfice net de l'ensemble des banques commerciales, contre une hausse spectaculaire de 119% l'année dernière.⁽⁴⁾

La tendance est aussi à la baisse au niveau des **services non marchands**. Leur valeur ajoutée est passée de 1.421 millions de gourdes en 2000 à 1.385 millions en 2001 soit une réduction de 2.5%. Cette régression est en grande partie imputable à la baisse, en volume, de 11% des dépenses publiques en traitements et salaires.

(4) BRH, Rapport "Statistiques" et Indicateurs Financiers.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR

(En millions de Gourdes de 1986-1987)

Branches d'activité	1996-97	1997-98	1998-99*	1999-00**	2000-01***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3665	3657	3553	3424	3446
Industries Extractives	12	13	14	14	14
Industries Manufacturières	1015	1018	987	982	983
Electricité et Eau	96	94	90	82	60
Bâtiments et Travaux Publics	708	788	870	942	948
Com., Restaurants et Hôtels	3029	3125	3251	3398	3410
Transports et Communications	531	569	665	748	765
Autres Services Marchands	1373	1454	1501	1566	1556
Services non Marchands	1428	1446	1444	1422	1385
Branches Fictives†	(228)	(268)	(343)	(459)	(494)
Valeur ajoutée brute totale	11630	11894	12032	12118	12071
Impôts-subsventions sur les produits	781	787	992	1020	920
Produit intérieur brut	12410	12681	13025	13138	12991
Taux de croissance en %	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.1

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Note: *Semi-définitifs - **Provisaires - ***Estimations

†: Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de ce que le SCN93 appelle "production imputée de services bancaires".

Contraction des échanges avec l'extérieur

Comparés à l'année précédente, les échanges avec l'extérieur (exprimés en dollar américain) ont contracté de plus de 5% en valeur nominale. Cette décroissance est le résultat de la réduction conjuguée des **exportations et des importations** qui se traduisent, en termes réels, par des chutes de 3.2% et 3.5% respectivement.

Toutes les composantes de la structure des exportations ont contribué à cette diminution. Les exportations des produits primaires, en valeur courante, ont chuté de 45.6%. La même tendance a été observée pour les produits industriels, mais de façon moins accrue avec un recul de 9.2%. La régression de 3.7% des exportations des industries d'assemblage confirme aussi la tendance à la baisse généralisée de l'ensemble des exportations.

Parallèlement, les importations de marchandises qui se chiffraient à 1,002.9 millions de dollars (EU) en 2000 sont tombées à 987.18 millions en 2001. Il convient aussi de souligner la réduction de 17% enregistrée au niveau des importations de produits pétroliers. La contraction des importations d'un tel intrant, si indispensable pour le secteur

productif, traduit bien la tendance à la baisse de l'ensemble des activités économiques.

Recul de la demande interne

L'**Investissement et la Consommation**, les deux composantes de la demande interne, ont régressé respectivement de 1.9% et 2.3%. L'environnement politico-économique qui prévalait en 2001 n'était pas tout à fait favorable à une relance des investissements. La suspension prolongée de l'aide externe représentait un facteur de blocage inopportun dont le principal corollaire était la réduction des dépenses publiques d'investissement. Il en est résulté la quasi-paralysie d'un certain nombre de travaux d'infrastructure publics, notamment dans la réfection et la construction des axes routiers. A titre d'indicateur on notera que les dépenses d'investissement de l'Administration Centrale ont chuté de 15%.⁽⁵⁾

Au niveau du secteur privé, face au contexte d'incertitudes économiques et politiques qui a caractérisé l'année 2001, les agents économiques ont plutôt fait preuve de prudence. En témoigne la baisse de 10% de la distri-

(5) Chiffres tirés du Tableau des Opérations Financières de l'Etat, TOFE 2001(MEF).

bution totale du crédit octroyé par le système bancaire aux différentes branches d'activité.

Par ailleurs, la Consommation Finale totale a aussi décliné, nonobstant une certaine hausse, en valeur nominale, de la consommation finale non marchande de l'administration centrale. La réduction des flux de revenus destinés aux ménages, jointe à l'accélération des prix (16% en moyenne), a érodé considérablement le pouvoir d'achat de ces derniers, confirmant ainsi la réduction de la Consommation finale marchande. En effet, la baisse de 11%, en termes réels, de la masse salariale dans l'Administration Publique et la réduction de plus de 2% des transferts courants (exprimés en dollars EU) sont autant d'indices qui renseignent sur la réduction des marges de manoeuvre des ménages au cours de l'année 2001.

Sombres perspectives pour 2002

Les résultats économiques de l'exercice fiscal 2000/2001 témoignent en fait d'une conjoncture caractérisée par l'instabilité économique, la morosité politique et la prudence des agents économiques. L'exercice fiscal 2000-2001

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES					
(En millions de Gourdes courantes)					
	1996-97	1997-98	1998-99*	1999-00**	2000-01***
PIB	54006	62997	69254	77580	85442
Importations	14280	16770	20568	25923	29225
Offre Globale	68286	79767	89822	103503	114667
Consommation	49393	57148	62157	72446	82353
Investissement	13247	16382	19182	21208	22106
Exportations	5646	6237	8483	9849	10208
Demande Globale	68286	79767	89822	103503	114667

En millions de gourdes de 1986/87					
	1996-97	1997-98	1998-99*	1999-00**	2000-01***
PIB	12410	12681	13025	13138	12991
Importations	9018	9614	11797	15249	14719
Offre Globale	21428	22295	24822	28387	27710
Consommation	16445	16962	18389	21107	20607
Investissement	3054	2955	3663	4335	4253
Exportations	1929	2378	2770	2945	2850
Demande Globale	21428	22295	24822	28387	27710

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)
 *Semi-définits - **Provisoires - ***Estimations

aura été, depuis 1995, l'année la plus difficile tant pour le secteur privé que public.

L'année fiscale 2001-2002 ne s'annonce pas meilleure. La persistance de la crise politique, la suspension de l'aide externe, etc sont autant de facteurs négatifs qui risquent de continuer à ralentir l'élan des investisseurs, à

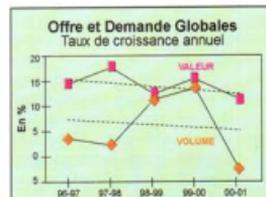
handicaper la réalisation de certains grands travaux d'infrastructure, créateurs d'emplois et donc générateurs de revenus, à augmenter les déséquilibres budgétaires et de la balance des paiements, etc. Une telle situation aurait également des conséquences néfastes sur le comportement du taux de change et de l'inflation.

NORMES ET CONCEPTS

Produit Intérieur Brut

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la quantité de richesse créée dans une économie au cours d'une période déterminée (généralement une année). Le Système des Comptes Nationaux (SCN) des Nations Unies recommande trois méthodes pour calculer le PIB: approche de la production, des dépenses ou des revenus. Compte tenu des statistiques de base disponibles, les méthodes de la production et des dépenses ont été priorisées. La méthode de la production consiste à faire la somme des valeurs ajoutées réalisées par les agents économiques résidant en Haïti à laquelle on ajoute les impôts moins les subventions sur les produits. Tandis que l'approche par la dépense n'est autre que le cumul de toutes les dépenses de consommation finale, d'investissement et d'exportation effectuées par les agents moins les importations.

N.B: La Valeur Ajoutée se définit comme la valeur de la production moins la consommation intermédiaire.



INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier, # 1
 Tél: 223-5501, 511-6560,
 223-1011, 222-5251,
 221-5812, 221-5801, 223-8465
 Fax: (509) 222-2669
 E-mail: ihsi@ihsi-ht.org